

AFGHANISTAN

Des personnalités afghanes réfugiées au Pakistan sont menacées d'une mort imminente

Index AI : AIFA 11/01/99

Si aucune mesure n'est prise immédiatement pour les protéger, deux personnalités afghanes installées en tant que réfugiés au Pakistan risquent d'être tuées en raison de leur engagement en faveur de la paix et de la défense des droits humains en Afghanistan, a déclaré ce jour (mardi 13 janvier 1999) Amnesty International.

« Fatana Gailani, membre du Conseil des femmes afghanes, et son mari Ishaq Gailani, homme politique afghan de premier plan, n'ont cessé d'être menacés de mort ces dernières années, mais au vu des attaques qui ont eu lieu récemment, il est clair que leurs vies sont aujourd'hui en danger.

« Les autorités pakistanaises semblent n'avoir pris aucune des mesures qui s'imposent en vue de les protéger ou d'enquêter sur les attaques commises par le passé – notamment les assassinats », a souligné l'Organisation.

Les noms de Fatana et Ishaq Gailani figurent sur une liste noire qui a commencé à circuler dans la province de la Frontière du Nord-Ouest, au Pakistan, à la mi-98. À ce jour, au moins quatre des personnes mentionnées dans ce document ont été assassinées tandis qu'une autre a été grièvement blessée.

Bien que les attaches politiques des tueurs soient mal connues, force est de constater que tous les individus visés sont des personnalités afghanes s'opposant activement à la politique menée par les taliban en Afghanistan et ayant pour la plupart des origines ethniques pachounes.

Les taliban ont nié être responsables de ces attaques. Pourtant, dans certains cas, des individus affirmant représenter ce groupe politique armé ont procédé personnellement à des mises en garde, dans le but de mettre un terme à ce qu'ils ont qualifié d'« activités anti-taliban ».

« Le gouvernement pakistanais devrait accorder à Fatana et Ishaq Gailani une protection adéquate et efficace et veiller à ce qu'aucun Afghan ne soit victime de menaces de mort ou d'assassinat au Pakistan, a vivement recommandé Amnesty International. Ces manœuvres d'intimidation s'inscrivent dans le cadre d'une véritable politique de harcèlement menée depuis de nombreuses années par les multiples factions belligérantes afghanes contre les réfugiés les plus influents. » L'Organisation appelle également les taliban à déclarer sans équivoque qu'ils sont opposés à de tels assassinats et à veiller à ce qu'aucun des leurs ne menace la vie ni l'intégrité physique de civils afghans.

Informations générales

Ishaq Gailani ne quitte plus son domicile depuis le mois d'octobre dernier, époque à laquelle il avait constaté que des hommes armés afghans suivaient en permanence sa voiture à Peshawar. La personne chargée d'assurer sa sécurité, qui l'accompagnait, était descendue du véhicule pour évaluer la situation et avait vu quatre hommes armés, tous connus d'Ishaq Gailani. Ces derniers ont pris la fuite lorsqu'ils ont compris qu'ils avaient été repérés. À la suite de ces événements, Ishaq Gailani n'a plus été en mesure d'exercer ses fonctions de dirigeant du Conseil pour la réconciliation et la coopération en Afghanistan, qui regroupe au Pakistan des intellectuels afghans s'efforçant de trouver une solution politique au conflit armé dont leur pays d'origine est le théâtre. Il a démissionné de son poste il y a de cela deux semaines.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

Fatana Gailani vit aussi en permanence dans la peur. Voilà environ deux mois, alors qu'elle quittait son bureau du quartier d'Hyatabad, à Peshawar, son chauffeur a remarqué la présence de trois hommes armés afghans qui attendaient dans une voiture à l'angle de la rue. Ils ont alors alerté la police locale qui a arrêté ces individus. Ceux-ci ont toutefois été relâchés au poste de police et aucune investigation digne de ce nom n'a été menée sur ces événements.

Un nombre alarmant d'attaques visant des Afghans ont eu lieu au Pakistan ces derniers mois. D'après les informations recueillies, les autorités de ce pays n'ont pris aucune réelle mesure en vue d'enquêter sur ces agissements.

En janvier 1999, au moins deux attaques motivées par des considérations politiques ont été menées contre des Afghans connus pour leur opposition au régime des taliban.

Le 27 décembre 1998, l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan a repoussé la manifestation qu'elle comptait organiser contre la politique menée par les taliban à l'égard des femmes en Afghanistan. Selon le journal pakistanais *The Frontier Post* :

« Une personne s'identifiant comme un porte-parole des taliban a appelé dans l'après-midi aux bureaux de *The Frontier Post*, menaçant de briser les jambes des femmes de l'Association si elles manifestaient. Il a dit qu'ils avaient déjà informé l'inspecteur général de la police de leur décision et que ce dernier serait responsable de tout ce qui pourrait arriver si l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan se lançait dans un défilé de protestation.

« Ils ne permettaient pas aux femmes de sortir de chez elles en Afghanistan, a-t-il ajouté, comment pouvaient-ils donc leur permettre d'envahir les rues ici, au Pakistan. Il a également déclaré que les défilés de femmes étaient contraires à l'esprit de l'islam.

« Lorsqu'on lui a demandé pourquoi ils tentaient d'appliquer les lois de l'Afghanistan au Pakistan, il a rétorqué que leurs lois s'appliquaient à tous les Afghans quel que soit le lieu où ils vivent. »

Le 27 novembre 1998, Alta Mohammad Sarkatib, connu pour son opposition politique au régime des taliban, a été attaqué par des individus armés. Ces derniers l'ont grièvement blessé après s'être apparemment introduits de force à son domicile. Une personne appréhendée, semble-t-il, à la suite de cette agression aurait affirmé avoir été engagé par les taliban. Ces derniers ont nié entretenir le moindre lien avec elle.

Le général Shirin Agha, autre responsable du Da Solh Ghorzan (Parti du mouvement pour la paix), a été abattu par deux hommes à Peshawar le 25 novembre.

Le 9 novembre, Dagarwal Isatif a été tué à Quetta par des individus armés circulant à moto. Son assassinat semble avoir été lié à son engagement en faveur d'un règlement politique du conflit qui se déroule en Afghanistan.

Début novembre, Hashim Paktyaniz, éminent journaliste qui prônait la mise en place d'un régime parlementaire en Afghanistan, a été éliminé par des tueurs alors qu'il sortait de chez lui à Peshawar. Il s'était vu accorder asile en Suède peu de temps avant sa mort.

En juillet 1998, Nazar Mohammad, homme politique afghan de premier plan, a été assassiné par deux hommes qui l'ont abattu dans son magasin à l'aide d'un pistolet, à Peshawar, avant de prendre la fuite en moto l